



CONVOCATION

à la séance du Conseil général

du lundi 24 septembre 2018, à 19h30 à l'Hôtel de Ville

20^{ème} SEANCE

A. Rapports

18-017

Rapport du Conseil communal, concernant une demande de crédit relative à l'organisation d'un concours et à l'élaboration d'un avant-projet pour la transformation du Collège des Sablons en Auberge de jeunesse.

18-019

Rapport du Conseil communal, concernant l'adhésion de la Commune de Neuchâtel au Syndicat intercommunal de la sécurité civile du Littoral neuchâtelois (SSCL).

18-016

Rapport d'information du Conseil communal, concernant la politique d'intégration interculturelle de la Ville de Neuchâtel.

18-018

Rapport d'information du Conseil communal, relatif aux transferts des Guichets Sociaux Régionaux de Corcelles-Cormondèche et Peseux au Service de l'action sociale de la Ville de Neuchâtel.

B. Autres objets

18-608

Interpellation dont le traitement en priorité a été accepté tacitement le 2 juillet 2018, du groupe PLR par Mmes et MM. Christophe Schwarb, Benoît Zumsteg, Jules Aubert, Jean-Charles Authier, Nadia Boss, Joël Zimmerli, Alexandre Brodard, Mirko Kipfer, Amelie Blohm Gueissaz, Philippe Etienne et Jérôme Bueche, intitulée « Fermeture des magasins OVS – quelles conséquences ? » (Déposée le 31 mai 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 4 juin 2018) :

Mercredi 30 mai dernier, les médias suisses annonçaient la fermeture prochaine des magasins OVS en Suisse. La marque italienne est présente au centre-ville avec un magasin idéalement situé en zone piétonne.

Quelles démarches entend faire le Conseil communal pour éviter que le bâtiment actuel reste vide de nombreux mois voire années ?

Quels sont les contacts que le Conseil communal entretient avec l'entreprise propriétaire de la marque OVS et le propriétaire du bâtiment ?

18-601

Interpellation du groupe socialiste par Mmes et MM. Julie Courcier Delafontaine, Gabriele Jeanneret, Mariachiara Vannetti, Jonathan Gretillat, Isabelle Mellana Tschoumy, Timothée Hunkeler, Baptiste Hurni, Patrice de Montmollin, Milena Boulianne, Morgan Paratte et Anne Dominique Reinhard, intitulée « Fusion des services informatiques : un calendrier ambitieux ou risqué ? » (Déposée le 8 mars 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 12 mars 2018) :

Dans l'article paru dans Arcinfo du 3 février dernier, on peut lire que notre Ville et l'Etat prévoient une fusion de leurs services informatiques au 1^{er} janvier 2019.

La question de la fusion des deux services n'est pas nouvelle et a déjà été abordée au sein du Conseil général.

En 2011, un projet consistant à créer un établissement cantonal de l'informatique neuchâteloise avec une autonomie proche de celle accordée au SCAN a été étudié. La Ville de Neuchâtel a approuvé cette réorganisation, à la condition que la nouvelle structure soit autonome.

Le Conseil d'Etat l'a refusée et le projet de fusion des services informatiques a été abandonné.

Sur le fond, un tel rapprochement apparaît bien évidemment cohérent et il peut même être qualifié d'inéluctable à moyen terme. L'importance exponentielle qu'est amenée à prendre l'informatique pour les administrations publiques, la complexité du sujet, les aspects de sécurité essentiels, et l'ampleur des moyens exigés par son évolution impliqueront forcément une mutualisation et une centralisation des ressources.

SIEN et CEG ont développé d'ailleurs de nombreuses synergies et le fonctionnement actuel implique, de fait, collaboration et gestion transversale sur la majorité des objets. L'intérêt de ce rapprochement pour la Ville et les communes comme pour l'Etat réside donc actuellement dans un gain de qualité et de sécurité. Ces deux seuls aspects justifient l'intérêt de notre Ville pour cette fusion.

Financièrement, les économies potentielles en charges fixes sont nulles à court terme. Sur un plus long terme, elles sont difficiles à évaluer puisque notre Ville et tous ses actuels partenaires auront perdu leur gouvernance sur le sujet et ne seront que des clients.

L'état actuel des finances cantonales, et ses objectifs de diminution drastique des charges et d'augmentation des recettes, peut légitimement faire douter que les coûts puissent baisser dans un domaine lucratif et sur lequel sa mainmise cantonale serait alors totale.

Actuellement, 75% des activités du CEG. concernent des mandats externes que le service exécute pour l'ensemble des communes neuchâteloises, pour les écoles, et une grande majorité des institutions parapubliques comme l'ANEMPA, Nomad, la CCAP, l'ISP, Vidéo 2000, les ateliers Phénix et surtout l'HNE.

Ces mandats nous obligent envers « nos clients », communes et institutions, pour lesquels le service les exécute. Dans la situation de tension et parfois de défiance entre certaines communes, notre Ville, et l'Etat, il serait peu judicieux de précipiter la cession de notre service informatique sans en évaluer avec soin les conséquences, sans étudier les impacts qu'une telle absorption pourrait avoir sur nos relations avec nos partenaires.

Ces missions permettent à notre Ville de bénéficier d'un service informatique performant dont elle garde la gouvernance. Elles nous garantissent une taille qui permet des développements et des applications adaptées à nos besoins propres. Une des grandes qualités du CEG réside justement dans un service de proximité efficace et qui sait s'adapter aux besoins des utilisateurs.

Plusieurs interpellations au sein de cette assemblée ont demandé aux services informatiques de privilégier les logiciels libres et les développements internes ou locaux. Le CEG a entendu ces requêtes et privilégie ces solutions aussi souvent que possible.

Le service s'est appliqué également à développer et implanter des systèmes de gestion qualité, comptable et administrative conformes aux exigences de la Ville et de ses clients externes ainsi qu'aux normes en vigueur. Leur mise en place a impliqué des changements de processus de travail et nécessité une vraie implication des collaborateurs, qui se verraient, en cas d'absorption, intégrés dans le personnel cantonal.

Relevons que, dans le même article du 3 février, il est sous-entendu que le dernier projet de l'informatique cantonale, imposé dans un calendrier qualifié lui aussi d'ambitieux, et dont, nous dit-on « le facteur humain a

peut-être été parfois sous-estimé » a valu la démission de quatre de ces concepteurs et deux burn out.

En conclusion, ce n'est donc pas l'objectif qui questionne mais bien le chemin pour l'atteindre, l'implacabilité du calendrier annoncé et les conditions dans lesquels il serait négocié. Le sujet est complexe ; il implique des conséquences pour tous les acteurs publics et parapublics du canton et mérite de ne pas être réglé dans la précipitation. Cette réorganisation, qui n'est pas combattue sur le fond, n'a-t-elle pas besoin, pour en garantir une résolution sereine, sécuritaire et efficiente d'un calendrier moins exigeant ?

Au vu de ce qui précède, nous prions donc le Conseil communal de nous renseigner sur les points suivants :

- Quel est l'état d'avancée du projet au moment du dépôt de cette interpellation et pour quelles raisons, un calendrier si ambitieux a-t-il été annoncé ?
- Quels sont les arguments de la Ville pour revenir sa position de 2011 ?
- Quelles garanties pourrons-nous fournir sur le maintien à long terme des conventions et des coûts pour nos partenaires. De quelle manière en seront-ils informés ?
- Combien de collaborateurs sont-ils concernés et quelles garanties concernant leurs postes le Conseil communal entend-il obtenir sur le long terme ?
- Les requêtes de notre Conseil concernant l'utilisation de solutions internes, libres et locales seront-elles prises en compte ?
- Comment le Conseil communal a-t-il prévu de valoriser les biens matériels et humains dont il entend se séparer. Va-t-il privilégier une expertise externe ou cette réflexion est-elle déjà initiée avec les services financiers et les RH ?
- Les aspects fonciers et immobiliers feront-ils partie des négociations étant donné qu'à Neuchâtel, le terrain sur lequel sont implantés les deux services, appartient à la Ville, les bâtiments à l'ECAP et que l'Etat en est le locataire.
- Enfin, de quelle manière le Conseil communal entend-il informer le Conseil général sur le projet en cours ?

Le présent texte tient lieu de développement écrit

18-602 (Réponse écrite du Conseil communal du 23 mai 2018)

Interpellation du groupe socialiste par Mmes et MM. Jonathan Gretillat, Milena Boulianne, Anne Dominique Reinhard, Isabelle Mellana Tschoumy, Mariachiara Vannetti, Patrice de Montmollin, Timothée Hunkeler, Baptiste Hurni, Morgan Paratte, Julie Courcier Delafontaine et Gabriele Jeanneret, intitulée « Quid de l'égalité femmes-hommes en Ville de Neuchâtel ? » (Déposée le 8 mars 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 12 mars 2018) :

Depuis 1981, l'égalité salariale entre femmes et hommes est inscrite dans la Constitution fédérale. L'objectif de cette disposition, malgré plus de 36 années écoulées, n'est toujours pas atteint. En effet, l'écart inexplicable entre les salaires des hommes et des femmes était encore en moyenne de 17,4 % en 2017, ce qui n'est décemment pas acceptable.

Face à cette situation, le secteur public, aux niveaux fédéral, cantonal et communal, doit montrer l'exemple. C'est dans ce sens que la Confédération a élaboré une charte pour les pouvoirs publics. Le 7 mars 2017, la Ville de Neuchâtel a signé cet appel et nous nous en réjouissons. Une telle signature donne un signal fort quant à l'application de la Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes dans le domaine public et parapublic; elle permet également d'encourager le secteur privé sur cette voie.

En signant cette charte, notre Ville s'est engagée à sensibiliser à la Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) ses collaboratrices et collaborateurs impliqués dans la fixation des rémunérations et l'évaluation des fonctions, à réaliser régulièrement au sein de l'administration publique une analyse du respect de l'égalité salariale, à encourager au sein des entités proches des pouvoirs publics une analyse régulière du respect de l'égalité salariale, à faire respecter l'égalité salariale dans le cadre des marchés publics et des subventions et à informer sur les résultats concrets de cet engagement.

Bien évidemment, l'égalité entre les femmes et les hommes ne se résume pas exclusivement à la question salariale et doit également prévaloir dans tous les domaines. Ainsi, la généralisation du temps partiel ou de postes à responsabilité en job-sharing, l'octroi de véritables congés de parentalité et pour enfants malades, ainsi que l'adoption de mesures permettant d'aboutir à une parité effective dans les organes dirigeants et politiques sont autant d'actions permettant de renforcer l'égalité entre femmes et hommes à tous les niveaux de la société.

Une année après la signature de la charte par la Ville, le groupe socialiste prie le Conseil communal de bien vouloir faire un petit état des lieux de

l'égalité hommes-femmes au sein de l'administration communale et répondre en particulier aux questions suivantes :

- 1) Comment le Conseil communal a-t-il déjà ou entend-il sensibiliser à la Loi sur l'égalité ses collaboratrices et collaborateurs impliqués dans la fixation des rémunérations et l'évaluation des fonctions ?
- 2) Comment le Conseil communal entend-il réaliser les analyses du respect de l'égalité salariale ? Une analyse a-t-elle déjà eu lieu ? Si oui, quels sont les résultats ?
- 3) Comment le Conseil communal entend-il encourager l'analyse régulière du respect de l'égalité salariale au sein des entités publiques et parapubliques partiellement ou totalement en main communale ?
- 4) Comment le Conseil communal entend-il faire respecter l'égalité salariale dans le cadre de l'attribution de marchés publics et des subventions ?
- 5) Comment le Conseil communal entend-il augmenter la faible proportion de femmes occupant des postes à responsabilité (cheffe de service ou cadre supérieure) au sein de l'administration communale ?
- 6) Le Conseil communal envisage-t-il de promouvoir la création de postes à temps partiel ou en job-sharing, de manière à faciliter l'intégration entre vie familiale et vie professionnelle ?

Le groupe socialiste remercie d'avance le Conseil communal pour ses réponses ainsi que pour les efforts d'ores et déjà déployés jusqu'ici en matière d'égalité salariale en Ville de Neuchâtel.

Le présent texte tient lieu de développement écrit

18-604 (Réponse écrite du Conseil communal du 18 juin 2018)

Interpellation du groupe PLR par Mmes et MM. Alexandre Brodard, Benoît Zumsteg, Jules Aubert, Isabelle Bellaton, Joël Zimmerli, Jérôme Bueche, Philippe Etienne, Nadia Boss, Mirko Kipfer, Christophe Schwarb, Amelie Blohm Gueissaz et Jean-Charles Authier, intitulée « Nouvelles pistes ou bandes cyclables : où et combien de places de parc à supprimer ? » (Déposée le 10 avril 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 23 avril 2018) :

Selon les informations données par le Conseil communal lors de la séance du Conseil général du 12 mars 2018, l'intégralité des places de parc publiques situées sur l'avenue du Vignoble, soit 45 places, seront supprimées à terme pour permettre la création d'une piste cyclable séparée de la circulation à la montée. Cela malgré le fait que l'avenue du Vignoble vient d'être rénovée intégralement pour plusieurs dizaines, voire centaines de milliers de francs, et malgré le fait que les habitants de cette avenue (qui seront déjà privés de vue prochainement par un important projet immobilier) ne disposeront plus d'une seule place de parc publique pour leurs visiteurs ou pour eux-mêmes à proximité de leur domicile.

Ces travaux à venir résultent, semble-t-il, de la mise en application du plan directeur cantonal de mobilité cyclable, qui prévoit un axe de mobilité douce traversant la ville d'est en ouest au nord de la voie ferrée, soit de Peseux à Hauterive. Outre l'avenue du Vignoble, les rues de la Dîme, des Portes-Rouges, des Fahys, des Sablons, des Parcs et l'avenue Edouard-Dubois semblent donc devoir être concernées également. Elles pourraient ainsi elles aussi voir l'intégralité de leurs places de parc supprimées, ce que les soussignés, bien que sensibles à la question de la mobilité douce et à son encouragement, jugeraient disproportionné. Une simple bande cyclable peinte sur la chaussée est en effet souvent en mesure de donner satisfaction, aussi bien pour les cyclistes que pour les comptes de la Ville. Et elle tient mieux compte des besoins en places de parc de la population résidente et de la vie des quartiers. La nouvelle bande cyclable à la montée de l'avenue du Vignoble semble par exemple donner entièrement satisfaction.

Le plan directeur cantonal de mobilité cyclable du 24 février 2017 prévoit toutefois encore d'autres axes de mobilité douce en ville de Neuchâtel. Il est donc possible que d'autres routes soient également concernées. De plus, ce plan ne semble pas prévoir de piste cyclable pour l'avenue du Vignoble, mais une simple bande cyclable (voir cartes sectorielles en p. 23 et 25 du plan directeur).

La création de pistes séparées de la circulation, et donc coûteuses aussi bien en argent qu'en espace et en suppression de places de parc, paraît donc plus résulter de la volonté du Conseil communal que de celle du législateur cantonal.

Par souci de transparence envers la population et le Conseil général, les soussignés souhaitent par la présente interpellier le Conseil communal et lui demander des explications et des réponses précises aux questions suivantes:

- La législation cantonale et/ou le plan directeur cantonal de la mobilité douce imposent-ils à la Ville la création de pistes cyclables (séparées de la circulation) ? Si oui, sur quelles rues exactement ?
- Sur quelles routes de la ville et dans quel sens de circulation le Conseil communal entend-il créer des pistes cyclables (séparées de la circulation) ? Et des bandes cyclables ?
- Sur quelles routes de la ville le Conseil communal entend-il supprimer des places de parc sur le domaine public pour la réalisation de pistes ou bandes cyclables, et combien de places devraient être concernées ?
- La suppression de ces places de parc sur domaine public respecte-t-elle le plan de stationnement en vigueur ?
- Les coûts relatifs à ces travaux peuvent-ils être estimés ? Dans quelle mesure seront-ils à charge de la Ville ?
- De manière générale, le Conseil communal envisage-t-il d'autres suppressions de places de parc sur le domaine public dans le cadre d'autres projets ?
- Le Conseil communal peut-il nous fournir une statistique du nombre de places de parc sur le domaine public par résident au cours des 20 dernières années et une projection sur les 10 prochaines ?

Le présent texte tient lieu de développement écrit

18-303

Motion du groupe socialiste par Mmes et MM. Jonathan Gretillat, Catherine Schwab, Patrice de Montmollin, Isabelle Mellana Tschoumy, Anne Dominique Reinhard, Gabriele Jeanneret, Milena Boulianne, Morgan Paratte, Julie Courcier Delafontaine et Mariachiara Vanetti, intitulée « Pour une cité libre de toute publicité commerciale » (Déposée le 27 avril 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 7 mai 2018) :

« Le Conseil communal est prié d'étudier les voies et moyens de libérer l'espace public de la publicité commerciale par voie d'affichage sur le territoire communal, en mettant en place une politique cohérente de gestion de l'affichage public et privé communal dans le respect de la législation supérieure ».

Développement

Plus de 1300 municipalités dans le monde, dont Grenoble, Bergen et Sao Paulo, de même que certains Etats américains tels que le Vermont, le Maine, Hawaii et l'Alaska, ont fait le choix de libérer l'espace public de toute publicité commerciale. Plusieurs motifs ont présidé à un tel changement des mœurs : le constat semble avéré dans la plupart des municipalités prises en considération que la publicité commerciale nuit à

la qualité du paysage et de l'urbanisme dans l'espace public, qu'elle constitue une pollution visuelle mobilisant l'attention de chacun sans son consentement, qu'elle encourage une société de consommation sans prévention des risques liés au surendettement notamment, ou encore qu'elle fragilise le tissu économique local, dans la mesure où les commerces de proximité peuvent difficilement rivaliser avec les moyens financiers des grandes enseignes.

Plus proche de chez nous, une initiative a été récemment déposée à Genève avec plus de 4'600 signatures (« *Genève Zéro Pub: Libérons nos rues de la publicité commerciale* »), visant à interdire toute forme de publicité commerciale sur l'espace public. Contrairement à Genève, pour qui les concessions publicitaires rapportent entre 3 et 3,5 millions de francs par an à la collectivité, la Ville de Neuchâtel n'en perçoit, de manière un peu étonnante d'ailleurs, que des recettes de l'ordre de 100'000 francs. En sachant en plus que la concession actuelle arrive bientôt à échéance, il s'agit dès lors d'une opportunité que le Conseil communal doit saisir pour changer le paradigme actuel et mettre en place une politique cohérente de gestion de l'affichage sur l'ensemble du territoire communal.

L'idée poursuivie par la présente motion est de bannir les annonces et publicités par voie d'affichage à caractère commercial, tant sur l'espace public concessionné que sur l'espace privé soumis à autorisation, en épargnant toutefois la communication événementielle, culturelle ou politique des associations et institutions locales. De plus, les vitrines et devantures des magasins ne doivent pas être concernées, et des exceptions strictement limitées pourraient éventuellement être envisagées pour les commerces de proximité et les entreprises ayant leur siège sur le territoire communal.

A l'occasion de la prochaine échéance de la concession actuelle pour l'affichage commercial, le Conseil communal est vivement encouragé à tenter l'expérience effectuée par Genève, en laissant ainsi l'intégralité des espaces publicitaires commerciaux vierge de toute annonce, de manière que la population puisse librement se les approprier et donner cours à son expression artistique voire politique.

Ainsi, dans l'étude demandée par la présente motion, le Conseil communal est en particulier prié de prendre en considération les principes suivants :

- Privilégier la qualité du paysage urbain neuchâtelois en luttant contre la pollution visuelle et libérant l'espace public de la publicité commerciale par voie d'affichage ;
- Faciliter la mobilité de toutes et de tous, en particulier des personnes en situation de handicap, dont les malvoyants, en supprimant les panneaux qui font obstacle aux déplacements par leur emprise physique sur les espaces piétonniers ;
- Mettre à disposition des associations et institutions locales des panneaux permettant la communication par voie d'affichage de leurs informations et activités, ainsi que d'événements artistiques et culturels ;
- Mettre à disposition des habitantes et habitants des panneaux vierges destinés à l'expression libre, citoyenne et artistique ;

- Conserver un équilibre entre expression libre et publicité associative, caritative, culturelle et événementielle, sur l'espace public réservé à cet effet, en facilitant son accessibilité aux organisations à but non lucratif ;
- Permettre, cas échéant, des exceptions limitées aux commerces de proximité et entreprises ayant leur siège sur territoire communal.

Si des motifs dûment justifiés et circonstanciés empêchaient de libérer l'intégralité de l'espace public et privé de publicité commerciale, le Conseil communal est alors prié d'intégrer dans son étude la possibilité de soumettre la concession des espaces publicitaires à des tarifs bien plus élevés que ceux pratiqués aujourd'hui, et fixés en proportion du chiffre d'affaires réalisé.

Si le Conseil communal ne soumet pas au Conseil général un rapport satisfaisant en réponse à la présente motion dans le délai réglementaire de deux ans, le Conseil général sera alors saisi directement d'un projet de modification de la réglementation communale en vigueur.

La qualité du paysage urbain, la lutte contre la pollution visuelle et l'amélioration de la mobilité, la limitation de la surconsommation et du surendettement ainsi que de leurs conséquences écologiques et sociales, la promotion de l'expression spontanée, artistique et citoyenne sont autant de principes et valeurs qui motivent la présente motion.

Discussion

Amendement du groupe Vert'libéraux/PDC

« Le Conseil communal est prié d'étudier *l'opportunité* de libérer ***tout ou partie de*** l'espace public de la publicité commerciale par voie d'affichage sur le territoire communal, en mettant en place une politique cohérente de gestion de l'affichage public et privé communal dans le respect de la législation supérieure ».

18-606 (Réponse écrite du Conseil communal du 20 août 2018)

Interpellation du groupe socialiste, par Mmes et MM. Gabriele Jeanneret, Jonathan Greillat, Catherine Schwab, Timothée Hunkeler, Patrice de Montmollin, Baptiste Hurni, Julie Courcier Delafontaine, Mariachiara Vanetti, Isabelle Mellana Tschoumy, Anne Dominique Reinhard, Morgan Paratte et Milena Boulianne, intitulée « Une ville dynamique ! » (Déposée le 3 mai 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 7 mai 2018) :

Un récent reportage du journal Le temps (7.12.2017)

<https://www.letemps.ch/images/video/sciences/yverdon-pionniere-leclairage-intelligent>) renseignait sur la gestion "dynamique" et intelligente de l'éclairage de la Ville d'Yverdon-les-Bains. Depuis l'année 2010, la cité du bout du lac de Neuchâtel met en place un système d'éclairage qui s'adapte en fonction des flux des passants, des cyclistes et des voitures. À partir d'une certaine heure, la lumière baisse mais sans jamais s'éteindre. Si quelqu'un passe, elle augmente de façon graduelle. Les lampadaires communiquent entre eux pour se coordonner et faire varier

l'intensité de manière progressive. On évite ainsi le phénomène "discothèque", c'est-à-dire une illumination et une extinction trop brusques. Le fonctionnement est donc plus sophistiqué qu'un simple détecteur de mouvements comme on peut le voir pour des éclairages d'entrée de maison.

En plus des rues et des cheminements, l'éclairage dynamique se développe aussi pour les places de jeux, plus particulièrement pour les terrains de foot ou de beach volley et les skate-park. Cet éclairage peut être complètement éteint. L'activation de l'éclairage se fait à l'aide d'un capteur ou d'un simple bouton poussoir. Passé un certain délai, l'éclairage diminue progressivement. La balle de match ou le "backflip" ne sont ainsi pas en péril face à une extinction subite de la lumière...

Depuis les premiers tests initiés en 2010, la Ville d'Yverdon-les-Bains décline son éclairage dynamique en trois catégories :

- l'éclairage dynamique résidentiel, destiné aux zones résidentielles, de rencontre ou limitées à 30 km/h;
- l'éclairage dynamique routier, destiné aux tronçons d'entrée de ville, de transit, limités à 50km/h,
- l'éclairage dynamique de loisir destiné aux zones principalement sportives (terrain de beach volley, skate-park,...).

Techniquement, une entreprise suisse est à l'origine de ce concept développé avec le service des énergies d'Yverdon-les-Bains.

Selon les informations fournies sur le site de la ville, ce système permet d'économiser jusqu'à 60% de l'énergie consommée par un lampadaire LED.

Ce type d'éclairage permet aussi de lutter contre la pollution lumineuse. Cette dernière a des conséquences nombreuses et impacte tout autant les habitants, les animaux ou les végétaux.

Au vu de ce qui précède, le groupe socialiste prie le Conseil communal de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Le service de la ville en charge de l'éclairage a-t-il prévu de tester la faisabilité de la mise en place de l'éclairage dynamique ?
2. Des zones pour tester cet éclairage dynamique peuvent-elles être envisagées ?
3. Les places de jeux, notamment dotées de terrains de foot (par exemple celle des Valangines) ou de beach volley (par exemple aux Jeunes-Rives) seront-elles à terme éclairées de manière dynamique ?
4. Une rencontre avec le service des énergies de la ville d'Yverdon-les-Bains est-elle envisageable pour un échange d'expérience ?

5. De manière générale, quelle est la vision de la Ville en termes d'éclairage public?
6. De plus en plus d'études démontrent que les LED, et en particulier la couleur bleutée, augmentent l'effet de halo et donc la pollution lumineuse. Comment la Ville se positionne-t-elle par rapport à cette problématique ?
7. De manière générale, que fait la Ville pour réduire la pollution lumineuse ?

Le groupe socialiste remercie par avance le Conseil communal pour ses réponses.

Le présent texte tient lieu de développement écrit

18-304

Motion des groupes PopVertSol et Vert'libéraux/PDC par Mmes et MM. Jacqueline Oggier Dudan, Martha Zurita, Edouard Jeanloz, Johanna Lott Fischer, Dimitri Paratte, Stéphane Studer, Sylvie Hofer-Carbonnier et Cornelia Froidevaux-Wettstein, intitulée « Pour une meilleure qualité de vie et plus de sécurité » (Déposée le 18 mai 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 4 juin 2018) :

« Le Conseil communal est prié d'étudier la possibilité d'étendre la zone 30 km/h à toute route communale et la mise en place de nouvelles zones de rencontre dans les cœurs des quartiers, comprenant de petites zones piétonnes temporaires ou permanentes.

Ceci dans le but de diminuer les nuisances sonores dues au trafic motorisé et d'augmenter la sécurité et le bien-être dans les quartiers d'habitations ».

Développement

En mars dernier, lors des discussions sur le rapport du Conseil communal concernant les demandes de crédit relatives aux programmes d'assainissement sur le domaine public, le groupe Vert'libéraux/PDC avait proposé que certains tronçons routiers dans la commune soient passés à 30 km/h plutôt que de faire poser un coûteux enrobé pour réduire les nuisances sonores excessives provoquées par le trafic motorisé.

Le Conseil communal avait alors répondu que ce n'était pas possible dans les secteurs en question, en raison de la législation fédérale.

Or, fin mars 2018, le Tribunal fédéral (TF) a donné son feu vert aux zones 30 sur les grands axes routiers urbains, suite à une bataille juridique entre la Ville de Bâle et les associations TCS et ACS. Le TF a ainsi considéré comme fondée la décision de la Ville de Bâle de limiter à 30 km/h une route à vocation trafic pour des raisons de sécurité et pour lutter contre les nuisances sonores. Zürich, motivée à généraliser les zones 30 afin de répondre aux exigences découlant de la législation fédérale sur le bruit, a également reçu le feu vert du TF pour adapter une vingtaine de tronçons supplémentaires, après avoir été bloquée pendant des mois par des associations. (RTS, 19:30 du 14.04.2018)

La limitation de la vitesse est, en effet, une mesure simple, efficace et peu coûteuse d'assainissement du bruit et aussi la plus durable. Passé 35 km/h, ce n'est plus le bruit du moteur, mais le bruit du frottement des pneus sur les chaussées qui pose problème. Même si la qualité des pneus a été améliorée ces dernières années pour réduire le bruit généré sur les routes, cet effet a été, en partie, annulé par l'évolution des véhicules qui pèsent de plus en plus lourds (*RTS, 19:30 du 25.04.2018*). Il reste la solution des revêtements anti-bruit, comme proposé dans le rapport 18-001 du Conseil communal concernant les demandes de crédit relatives aux programmes d'assainissement sur le domaine public 2018-2019. Cependant, cette solution est coûteuse et également moins efficace que la limitation de la vitesse à 30 km/h. De plus, elle est également aussi peu écologique qu'économique puisque la durée de vie des revêtements anti-bruit est réduite par rapport à une chaussée ordinaire à cause de leur porosité.

En ville de Lausanne, un projet pilote a été mené sur deux routes bien fréquentées, l'avenue Vinet et l'avenue de Beaulieu, pour tester une limitation de la vitesse à 30 km/h entre 22h et 6h. Les premières conclusions montrent que cette mesure est un vrai soulagement pour les habitants et ne dérange que peu les automobilistes (*RTS, 19:30 du 25.04.2018*).

Au-delà de réduire les nuisances sonores, la limitation à 30 km/h présente aussi l'avantage de mieux fluidifier le trafic. Par ailleurs, elle permet également une réduction des émissions provenant des gaz d'échappement et ainsi, une meilleure qualité de l'air.

Vu l'étendue géographique relativement limitée de la ville de Neuchâtel, une généralisation de la zone 30 sur toutes les routes communales n'entraînerait que peu de désagréments aux automobilistes, mais un grand bénéfice au niveau du bruit et de la sécurité pour tous les habitants.

Quant aux cœurs des quartiers, ces derniers pourraient bénéficier d'une vraie amélioration de la qualité de vie grâce à l'instauration de zones de rencontre, voire de petites zones piétonnes temporaires ou permanentes, selon les besoins des habitants, à définir en collaboration avec les associations des quartiers concernées. Ces espaces leur permettront de se réapproprier la rue pour s'y rencontrer et s'y prélasser, y organiser des fêtes ou encore des trocs tout au long de l'année. Cette nouvelle forme de vie de quartier sera également bénéfique aux petits commerces de quartier.

Discussion

18-609 (Réponse écrite du Conseil communal du 28 août 2018)

Interpellation du groupe PopVertSol par Mmes et MM. Martha Zurita, Nicolas de Pury, Hélène Dederix-Silberstein, Dimitri Paratte et François Chédel, Michel Favez, Johanna Lott Fischer, Jacqueline Oggier Dudan, Stéphane Studer, Edouard Jeanloz et Charlotte Opal, intitulée « Pour l'ajout d'une plaque explicative sur les « monuments » dédiés à Louis Agassiz visibles dans l'espace public en Ville de Neuchâtel » (Déposée le 7 juin 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 2 juillet 2018) :

Lorsque la rue depuis les Jeunes Rives et la place située sur le campus de la Faculté des lettres et Sciences humaines furent nommées Louis

Agassiz (1807-1873) la personnalité de ce scientifique n'était pas encore ouvertement controversée, du moins pas à Neuchâtel (aux États-Unis il l'était déjà depuis les années 1960).

Aujourd'hui, la situation est bien différente. A la suite de diverses publications sur sa vie et son œuvre, il est démontré que Louis Agassiz était un des plus importants racistes "scientifiques" du 19^e siècle et également un précurseur de la pensée raciale nazie et de l'idéologie ségrégationniste et d'apartheid.

Rappelons que Louis Agassiz a développé un classement raciste des humains en se posant même la question de savoir si les Noirs relevaient de ce genre. Aux USA, lors de ses recherches soi-disant scientifiques pour définir des races humaines et établir leur classement, il a soutenu qu'il fallait éviter les contacts entre Noirs et Blancs en parquant les premiers - esclaves provenant de la traite - dans les Etats du Sud. Il considérait aussi que les relations interraciales devaient être interdites.

Au vu de ce qui précède, le groupe PopVertSol demande au Conseil communal de répondre aux questions suivantes:

Le Conseil communal, conscient de la réévaluation négative de la personnalité de Louis Agassiz au cours de la dernière décennie, et de l'existence d'un espace et d'une rue sur l'emplacement de la Faculté des lettres et sciences humaines portant le nom de ce ségrégationniste déclaré, est-il disposé à trouver une solution pour résoudre ce problème qui entache notablement l'image de l'université et de l'espace public neuchâtelois, par exemple en ajoutant une plaque explicative qui ne dissimule pas le racisme de ce chercheur ?

De plus, le Conseil communal est-il prêt à intervenir auprès de l'université de Neuchâtel pour que le buste de Louis Agassiz placé dans le hall d'entrée de son bâtiment de l'Avenue du 1^{er} Mars soit lui aussi complété d'une plaque explicative qui fasse état du racisme incarné par ce chercheur ?

De même, le Conseil communal serait-il disposé à adjoindre une plaque explicative qui mentionne le racisme incarné par ce chercheur à côté du tableau de Louis Agassiz suspendu dans le Muséum d'histoire naturelle de la ville de Neuchâtel ?

En résumé, le nom de Louis Agassiz porte en lui, indissolublement, une vision raciste et des valeurs totalement contraires à celles de la dignité humaine et d'égalité de tous les êtres humains prônés par notre Constitution fédérale et neuchâteloise. Le fait que les trois lieux publics importants, et centres culturels majeurs (Espace et rue-Louis Agassiz ; tableau dans le Musée d'histoire naturelle de la ville ; buste dans le hall

d'entrée de l'université au Premier-Mars) qui rendent hommage à ce personnage controversé, mérite une adaptation aux connaissances actuelles, voire le retrait des objets en question.

Les nombreuses manifestations antiracistes organisées par la Ville de Neuchâtel depuis quelques temps sont louables mais insuffisantes parce qu'elles ne touchent qu'une très petite part de la population. Les noms d'un espace public, un buste et un tableau sont quant à eux visibles toute l'année et continuent à diffuser une image positive de ce personnage. Il ne suffit plus aujourd'hui d'argumenter que la position de ce chercheur correspondait à l'air du temps et déresponsabiliser ainsi le scientifique de ses actes. Il faut au contraire reconnaître qu'il existait au même moment des esprits plus éclairés qui faisaient preuve de plus de discernement, comme ce fut heureusement aussi le cas au temps des persécutions des Juifs en Europe pour des motifs racistes.

Le présent texte tient lieu de développement écrit

18-402/18-403/18-404

Propositions par Mmes et MM. Amelie Blohm Gueissaz, Jonathan Gretillat, Christophe Schwarb, Sylvie Hofer-Carbonnier, Nicolas de Pury et Dimitri Paratte, portant sur la modification du Règlement général de la commune de Neuchâtel (Déposées le 18 juin 2018 et inscrites à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 2 juillet 2018) :

Proposition no 18-402

« Projet

**Arrêté
modifiant les articles 84 et 86 du
Règlement général de la Commune de Neuchâtel,
du 22 novembre 2010
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- Le Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010, est modifié comme suit:

Art. 84 (modifié) ¹ Le Conseil communal est composé de cinq membres élus par le peuple ~~selon le système de la représentation proportionnelle~~ **Conseil général**. Ses membres sont assermentés.

² (inchangé)

³ (inchangé)

Art. 85 (inchangé)

Art. 86 (modifié) ¹ En cas de vacance de siège pendant la période administrative, le membre du Conseil communal qui quitte le Conseil communal est remplacé par ~~le/la premier-ère des suppléants de la même liste. Si cette personne refuse le siège, le/la suppléant-e qui suit prend sa place.~~ un nouveau membre élu-e par le Conseil général.

² (**supprimé**) ~~S'il n'y a plus de suppléant-e-s, il est toujours procédé à une élection complémentaire.~~

Art. 2.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Proposition no 18-403

« Projet

**Arrêté
modifiant les articles 84 et 86 du
Règlement général de la Commune de Neuchâtel,
du 22 novembre 2010
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- Le Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010, est modifié comme suit:

Art. 84 (modifié) ¹ Le Conseil communal est composé de cinq membres élus par le peuple selon le système ~~de la représentation proportionnelle~~ **du scrutin majoritaire à deux tours**. Ses membres sont assermentés.

² (inchangé)

³ (inchangé)

Art. 85 (inchangé)

Art. 86. (modifié) ¹ En cas de vacance de siège pendant la période administrative, le membre du Conseil communal qui quitte le Conseil communal est remplacé par ~~le/la premier-ère des suppléants de la même liste. Si cette personne refuse le siège, le/la~~

~~suppléant-e qui suit prend sa place. un nouveau membre élu-e par le peuple selon le système du scrutin majoritaire à deux tours.~~

~~² (supprimé) S'il n'y a plus de suppléant-e-s, il est toujours procédé à une élection complémentaire.~~

Art. 2.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Proposition no 18-404

« Projet

**Arrêté
modifiant l'article 86 du
Règlement général de la Commune de Neuchâtel,
du 22 novembre 2010
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- Le Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010, est modifié comme suit:

Art. 84 (inchangé) ¹ Le Conseil communal est composé de cinq membres élus par le peuple selon le système de la représentation proportionnelle. Ses membres sont assermentés.

² (inchangé)

³ (inchangé)

Art. 85 (inchangé)

Art. 86 (modifié) ¹ En cas de vacance de siège pendant la période administrative, le membre du Conseil communal qui quitte le Conseil communal est remplacé par ~~le/la premier-ère des suppléants de la même liste. Si cette personne refuse le siège, le/la suppléant-e qui suit prend sa place~~ un nouveau membre élu-e par le peuple selon le système du scrutin majoritaire à deux tours.

~~² S'il n'y a plus de suppléant-e-s, il est toujours procédé à une élection complémentaire.~~

Art. 2.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Développement écrit (Le développement écrit est conjoint pour les trois propositions)

En 2003, une initiative populaire communale du Parti socialiste acceptée par le corps électoral de la Ville de Neuchâtel a modifié le mode d'élection du Conseil communal : depuis lors, ce n'est plus le Conseil général qui élit les cinq membres de l'exécutif comme auparavant, mais le peuple, au système proportionnel. En cas de démission en cours de législature, les sièges devenus vacants sont occupés successivement par les viennent-ensuite de l'élection générale. Dans les années qui ont suivi, 8 conseillères et conseillers communaux ont été élus directement, pour leur entrée en fonction initiale, lors de l'élection générale, et 5 en leur qualité de viennent-ensuite.

Durant la même période et sans qu'il y ait forcément de lien apparent avec le changement du système électoral précité, d'aucuns ont pu constater que les compétences et pouvoirs du législatif communal, en particulier vis-à-vis de l'exécutif, se sont affaiblis. Or un fonctionnement sain et optimal implique nécessairement que les différentes autorités exercent leurs attributions respectives de manière équilibrée les unes par rapport aux autres.

De plus, l'expérience générale démontre que les exigences liées à l'exercice d'une fonction exécutive professionnelle sont élevées, si bien qu'une importante responsabilité échoit aux partis politiques dans la sélection des candidatures soumises au suffrage populaire. Or pour des motifs divers liés à l'évolution de la société, il devient de plus en plus difficile aux partis politiques de trouver cinq candidat-e-s disponibles et valables pour se mettre en liste.

Par ailleurs, à plusieurs reprises lors de vacances intervenues en cours de législature, la légitimité de nouveaux membres du Conseil communal a été remise en question, soit du fait d'élection tacite, soit de par l'absence de validation formelle ultérieure par le peuple ou par le Conseil général des viennent-ensuite issus de l'élection générale.

Sur la base de ces constats et après 15 années, certains membres du Conseil général ont estimé nécessaire de procéder à un bilan et à une évaluation la plus large et ouverte possible du mode électoral actuel du Conseil communal. Par la même occasion, l'opportunité de procéder à une éventuelle modification du mode d'élection en vigueur, et de trouver une manière de renforcer le pouvoir du peuple ou du Conseil général, pourrait ainsi être étudiée.

Dans cette optique, les signataires, issus de tous les groupes représentés au Conseil général, déposent conjointement trois propositions de modification de la réglementation communale, qui permettraient d'évaluer, avec le statu quo, l'ensemble des options envisageables à ce jour.

De manière à favoriser un traitement optimal et approfondi de la question, les signataires suggèrent le renvoi des propositions au Bureau du Conseil général ou à une commission spéciale ad hoc.

Discussion

18-305

Motion du groupe Vert'libéraux/PDC par Mmes et MM. Sylvie Hofer-Carbonnier, Cornelia Froidevaux-Wettstein, Vincent Pahud et Mauro Moruzzi, intitulée « Les véhicules électriques, eux aussi, ont besoin de places de parc » (Déposée le 21 juin 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 2 juillet 2018) :

« Le Conseil communal est prié d'étudier les voies et moyens débouchant sur la mise à disposition de places de parc gratuites pour les véhicules électriques et hybrides, sur le domaine public et dans les parkings dont la Ville est en tout ou en partie propriétaire ».

Développement

La Ville de Neuchâtel a déjà pris des mesures destinées à favoriser le développement durable. Il en est ici proposé une de plus – il n'y en aura jamais assez -, toute simple, non punitive et gratuite pour la population: mettre à disposition des places de parc gratuites pour les 2 et 4 roues électriques et hybrides, en surface comme dans les parkings.

Nous n'inventons rien: c'est ce que font déjà un certain nombre de villes en Allemagne! Cette mesure vise à favoriser l'usage de véhicules qui ne nuisent pas - ou peu - à l'environnement et qui utilisent une énergie qu'il est possible de produire de manière renouvelable. Nous n'ignorons pas que les voitures intégralement électriques ou hybrides posent un certain nombre de problèmes d'ordre environnemental. En l'état, cependant, ces voitures répondent bien davantage aux critères du développement durable que les voitures à essence.

Le Conseil communal est ainsi invité à définir les endroits où cette mesure pourrait être appliquée, plus particulièrement au centre-ville, et le nombre de places de parc qui pourraient être mises à disposition des véhicules électriques ou hybrides. Il visera un objectif de 10% de places gratuites réservées aux véhicules électriques sur les zones de parcage sur le domaine public et dans les parkings dont la ville est en tout ou en partie propriétaire. Une partie de ces places réservées aux véhicules électriques peut être couplée à une borne de recharge.

Dans la même optique, le Conseil communal, dans le rapport qu'il adressera à notre Autorité, déterminera dans quelle mesure et à quelles conditions la mesure proposée pourrait être appliquée dans les grands parkings couverts privés du centre-ville, dans le même esprit que les tarifs avantageux qui sont pratiqués, en soirée, par certains d'entre eux.

Notre planète se meurt, ce qui nécessite des mesures massives et mondiales. La transition est en cours au niveau global; les constructeurs et plusieurs pays ont annoncé ou pris des mesures dans ce sens. Mais les collectivités publiques, à leur échelle, doivent également multiplier les mesures permettant de préserver l'environnement. Avoir la garantie de garer son véhicule, qui plus est gratuitement, est un outil incitatif réel pour favoriser le développement de la mobilité électrique individuelle.

En cherchant à favoriser l'usage des voitures électriques et hybrides, la présente motion propose une mesure qui, contrairement à d'autres, ne vise pas à interdire quelque chose ou à taxer quelque chose, mais à promouvoir une pratique durable.

Enfin, au niveau financier, la mesure proposée devra être neutre : le manque à gagner sera compensé par une révision des tarifs de stationnement et, au besoin, des vignettes de stationnement.

Discussion

18-610

Interpellation du groupe socialiste, par M. Gabriele Jeanneret et consorts, intitulée « Exposition « Témoins à charges », ne laissons pas que des empreintes ? » (Déposée le 26 juin 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 2 juillet 2018) :

L'exposition à ciel ouvert « Témoins à charges » de l'artiste Davide Rivalta connaît un grand succès auprès de la population. Les réactions positives entendues dans la rue ou lues sur les réseaux sociaux en témoignent. Au vu de cet engouement, le groupe socialiste se pose la question de la pérennité de cette performance artistique. En effet, elle doit se terminer le 2 septembre pour continuer son périple en Suisse.

En exposant ses animaux, Davide Rivalta souhaite nous rappeler que nous sommes issus du même monde animal et qu'il est vital de conserver un lien étroit avec eux. Ces sculptures sont la représentation d'animaux réellement existants, en liberté ou en captivité, observés par l'artiste. Plus qu'une simple exposition, ces œuvres questionnent donc notre société et nos habitantes et habitants sur la préservation de notre terre, en particulier de sa faune et sa flore.

Dans cette idée de questionner la société via des œuvres d'art dans l'espace public, la ville de Ravenne a conservé plusieurs gorilles, justement de l'artiste Davide Rivalta, dans la cour du palais de justice. Comme l'explique l'office du tourisme de cette ville, si le palais de la justice représente la dimension éthique, la conscience civile d'une société, avec ses obligations et ses lois, les gorilles par contre évoquent la condition initiale pré-culturelle de l'homme. Dans ce contexte, les œuvres peuvent également symboliser le parcours de la civilisation, de ses origines à nos jours.

Au-delà du message véhiculé par cette exposition, le succès de ces œuvres nous rappelle également l'importance de l'art dans la rue, de l'art accessible à toutes et tous. Comme les récentes fresques murales ou encore l'utilisation des vitrines vides comme support d'expression artistique, l'art dans la rue donne une dimension supplémentaire à l'espace public. Il éveille notre curiosité et nos sens. Il permet également de conforter l'identité d'un quartier ou d'un bâtiment. Comme un jalon, une œuvre d'art peut également servir de repère dans l'espace public.

En maintenant une ou plusieurs œuvre(s) de l'artiste Davide Rivalta sur son domaine public, la Ville pérenniserait aussi un message de durabilité et d'écologie pour les générations futures. Elle montrerait l'importance de ces questionnements et son attachement au développement durable. Ne laissons pas que des empreintes à nos enfants, profitons pour leur léguer de belles sculptures, témoins d'un message fort !

Au vu de ce qui précède, le groupe socialiste prie le Conseil communal de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil communal a-t-il réfléchi à la possibilité de laisser plus que des « empreintes » de ces animaux dans la ville de Neuchâtel, à savoir acquérir une ou plusieurs œuvres ?
2. Un contact a-t-il été pris avec l'artiste ou l'organisateur de cette performance pour savoir s'il était possible d'acquérir une ou plusieurs œuvres ?
3. Est-il possible d'utiliser le fonds pour l'aide à la création artistique en vue de la décoration de lieux publics pour acquérir une œuvre ?

Développement

18-306

Motion du groupe Vert'libéraux/PDC par Mmes et MM. Mauro Moruzzi, Vincent Pahud, Cornelia Froidevaux-Wettstein et Sylvie Hofer-Carbonnier, intitulée « Pour une véritable stratégie en matière de mobilité et de développement territorial, accompagnée d'une planification cohérente » (Déposée le 2 juillet 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 10 septembre 2018) :

« Le Conseil communal est prié d'étudier les voies et moyens d'établir une stratégie et une planification, dignes de ce nom, en matière de mobilité et de développement territorial à l'horizon 2030, voire au-delà.

Il veillera en particulier à indiquer des mesures précises, chiffrées, et à accompagner sa stratégie d'un calendrier d'exécution des travaux nécessaires à sa réalisation ».

Développement

La Ville doit impérativement se doter d'un document stratégique en matière de mobilité et de développement urbains, qui serve de cadre de référence à son action en la matière.

Il s'agira non seulement de rappeler – brièvement – le cadre légal et les principes à suivre, mais surtout de détailler la stratégie poursuivie en matière d'aménagement du territoire et de mobilité, avec les mesures concrètes, les financements et les délais.

Ce cadre est indispensable pour orienter le Conseil général dans ses décisions futures, afin de lui permettre de situer chaque demande de crédit dans un contexte prédéfini.

Discussion

18-503

Postulat du groupe socialiste par Mmes et MM. Antoine de Montmollin, Julie Courcier Delafontaine, Patrice de Montmollin, Anne Dominique Reinhard, Baptiste Hurni, Mariachiara Vannetti, Morgan Paratte, Catherine Schwab, Isabelle Mellana Tschoumy, Jonathan Gretillat, Milena Boulianne, Timothée Hunkeler et Gabriele Jeanneret, intitulé « Pour une meilleure priorisation des projets urbanistiques et une véritable concrétisation des investissements » (Déposé et développé lors de la séance du Conseil général du 2 juillet 2018 et inscrit à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 10 septembre 2018) :

« Le Conseil communal est prié d'étudier les voies et moyens lui permettant d'établir une priorisation crédible des projets et des mesures d'agglomération et de développement urbain en Ville de Neuchâtel, en tenant compte des capacités de la Ville.

Le Conseil communal est prié d'étudier par la même occasion quels moyens en termes de ressources humaines et financières seraient nécessaires d'être engagés de manière récurrente pour garantir une véritable concrétisation des investissements planifiés pour la Ville ».

Développement

Les projets et avant-projets urbanistiques fleurissent en Ville de Neuchâtel. Ceux évoqués dans le rapport 18-008 par exemple : passerelle de la gare, Bike and Ride à la gare de Neuchâtel, réaménagement de la rue du Crêt-Taconnet, réaménagement de l'avenue de la Gare, requalification de la RC5 de Monruz à Saint-Blaise, Champ-Coco, William-Mayor, Quais Max-Petitpierre et Louis-Perrier, centre-ville, réaménagement autour de la zone piétonne, Place Blaise-Cendrars et giratoire du Rocher, avenue des Portes-Rouges et centralité de La Coudre, rue des Draizes et avenue Edouard-Dubois. Mais aussi ceux qui ne figurent pas dans ce rapport mais d'une importance au moins comparable : réaménagement des Jeunes-Rives, réflexion autour de la Baie de l'Evole, etc.

Si l'on additionne les ressources financières et humaines nécessaires à la réalisation de ces différents projets, il paraît a priori compliqué que la Ville puisse tous les mener de front. Le groupe socialiste est enthousiasmé par ces nombreuses visions urbanistiques et opportunités de développement de notre ville mais il est également d'avis que les meilleurs projets sont ceux qui se réalisent. Par conséquent, nous demandons au Conseil communal de présenter au Conseil général une planification claire des projets urbanistiques en cours et à venir, en posant des priorités qui rendent ce programme réaliste.

Par ailleurs, regrettant vivement que les investissements projetés et planifiés soient de moins en moins souvent réalisés, nous demandons également au Conseil communal de déterminer de manière circonstanciée quels seraient les ressources humaines nécessaires, et les coûts financiers y relatifs, à une concrétisation effective des investissements planifiés dans le programme de législature.

Discussion

18-611

Interpellation du groupe PLR par Mme Raymonde Richter et consorts, intitulée « Dernière semaine d'école : quand en finira-t-on avec le casse-tête et le stress des parents ? » (Déposée le 18 juillet 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 10 septembre 2018) :

Les années se suivent et se ressemblent. L'organisation de la dernière semaine d'école occupe les conversations des parents et crée un agacement certain.

Certains efforts ont été faits, nous les saluons, certains enseignant-e-s assurant d'ailleurs (presque) un horaire normal, mais il reste des disparités inexplicables et inacceptables.

Quelques exemples:

- Salles de classe vidées en début de semaine, ne pouvant dès lors plus accueillir convenablement les enfants, par exemple en cas d'annulation des activités sportives prévues...
- Permanence prévue dans un autre lieu que le bâtiment scolaire habituel
- Joutes sportives organisées sur plusieurs demi-journées avec différents lieux, différents horaires (non conformes aux horaires scolaires habituels), les parents devant emmener et rechercher leurs enfants
- Joutes annulées quand il ne pleut pas, joutes maintenues quand il pleut des cordes et stoppées en cours de matinée avec un retour chaotique d'enfants trempés devant terminer leur journée ainsi (pour ceux et celles qui ne rentrent pas à midi)...
- Site internet devant donner certaines informations qui dysfonctionne (annonce concernant le 5 juillet, sous l'onglet 3 juillet / annonce promise pour 7h, n'arrivant que plus tard)
- Après-midi de nettoyage avec horaire allongé de 20 minutes...
- Vendredi matin : élèves de 1H : congé ! pas de permanence / élève de 4 H : de 8h15 à 10h30 / élève 7H : de 9h à 10h environ uniquement pour la remise du carnet...
- Fiches informatives sur la dernière semaine donnée dans des délais très différents dans les classes.

Au vu de ce qui précède, les soussigné-e-s souhaitent par la présente interpellier le Conseil communal et lui demander des explications et des réponses aux questions suivantes :

1.

Est-ce que des directives à l'attention des enseignant-e-s existent pour l'organisation de la dernière semaine d'école ? Si oui, quel en est leur contenu ? Quelle latitude est laissée aux enseignant-e-s ?

En particulier :

- a. quelles sont les directives en lien avec le type d'activités (scolaires ou récréatives) proposées aux élèves ?
- b. quelles sont les directives relatives à l'organisation d'une permanence ? Peut-elle avoir lieu dans un autre lieu que l'école habituelle ? Celle-ci est-elle gratuite ? Quel accord est passé avec les structures d'accueil parascolaire ?
- c. quand une activité hors mur est organisée, joutes sportives par exemple, qu'est-ce qui doit être prévu au niveau du début et de la fin de l'activité en termes de lieu et d'horaire ? Qui doit assurer les trajets ? Y a-t-il des différences en fonction du degré Harmos concerné ? Qui est responsable de la coordination de ces joutes sportives ?
- d. jusqu'à quand la salle de classe, avec son mobilier et son matériel, doit-elle être opérationnelle ?
- e. quelle est la pratique par rapport aux nettoyages des classes par les élèves ?
- f. qu'en est-il de la matinée du vendredi qui précède le cortège ?
- g. dans quel délai les parents doivent-ils être informés du déroulement de la dernière semaine ?

2.

Qui (école ? parents ?) est légalement responsable des enfants s'ils sont libérés un peu à l'improviste pendant les horaires d'école habituels ou indiqués ? Surtout quand l'heure n'est pas claire (« environ ») ou qu'il y a un changement en cours de route (les 20 minutes supplémentaires indiquées pour le nettoyage était en fait une erreur...)

3.

Enfin, comment la Ville s'assure-t-elle que ce qui est proposé par les enseignant-e-s est conforme aux directives ? qu'est-ce que la Ville de Neuchâtel a-t-elle déjà fait pour uniformiser les pratiques et que compte-t-elle encore faire ?

Le groupe PLR profite de la présente interpellation pour demander où en sont les réflexions par rapport au premier jour de la rentrée scolaire. Pour rappel, les structures parascolaires n'assurent pas d'accueil ce jour-là, afin de faire l'inscription des nouveaux arrivant-e-s et les enseignant-e-s n'assurent pas forcément une journée selon l'horaire habituel.

Développement

18-612

Interpellation du groupe PLR par M. Alexandre Brodard et consorts, intitulée « Villa Lardy : quels coûts, quelle utilité, mais surtout quel futur ? » (Déposée le 18 juillet 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 10 septembre 2018) :

La Ville de Neuchâtel est devenue propriétaire de la Villa Lardy et de son domaine (env. 16'000 m² au total, à l'est de la colline Mail) par legs de feu Mme Thérèse-Marguerite Lardy, il y a de cela plus de 40 ans. La Ville est toutefois liée par des conditions (ou charges) posées par la défunte, à savoir d'utiliser la villa et son jardin pour les réceptions des autorités et de maintenir la partie arborisée en l'état. Ce legs a été accepté par le Conseil général lors de sa séance du 2 juin 1975, malgré des réticences formulées sur les coûts engendrés pour la Ville par les conditions posées. Si la Ville avait à l'époque refusé ce legs, la villa et son domaine seraient à notre connaissance revenus à différentes œuvres de bienfaisance de la région, héritières de Mme Lardy.

Or cette villa coûte effectivement depuis de très nombreuses années à la Ville. En effet, elle ne peut être louée ni utilisée librement, et ses frais d'entretien annuels ne sont pas négligeables. Cela alors qu'elle n'est pratiquement d'aucune utilité, la Ville disposant de suffisamment de locaux pour organiser ses réceptions. Cette villa reste donc semble-t-il vide la plupart du temps, à l'exception de l'appartement de fonction mis à disposition du concierge de la villa. Cette situation n'est satisfaisante pour personne et il y a lieu de chercher une solution pour y remédier, dans le respect des dernières volontés de feu Mme Lardy.

Une solution possible pourrait être par exemple la négociation d'un accord avec les héritiers afin qu'ils renoncent à leurs droits au profit de la Ville. Les œuvres de bienfaisance concernées auraient tout intérêt à accepter un dédommagement, même très modeste, de la part de la Ville, en contrepartie de leurs droits. En effet, si la situation actuelle devait perdurer, elles ne toucheraient jamais le moindre argent. Alors que si elles acceptaient un accord, elles pourraient toucher en échange une certaine somme à déterminer, leur permettant de contribuer à la réalisation de leurs buts de bienfaisance. De son côté, la Ville pourrait être déliée des conditions du legs et pourrait alors chercher à rentabiliser la villa, par

exemple en la louant, ou alors en la vendant, après avoir pris soin peut-être de séparer la partie boisée pour en rester propriétaire.

Cette solution pourrait satisfaire tout le monde et permettrait en outre de respecter les dernières volontés de la défunte, soit de favoriser les œuvres de bienfaisance de son choix et la Ville de Neuchâtel. D'autres solutions pourraient également évidemment être trouvées, pour autant qu'elles améliorent la situation actuelle.

Au vu de ce qui précède, les soussignés souhaitent par la présente interpeller le Conseil communal et lui demander des explications et des réponses aux questions suivantes :

- 1) Combien coûtent à la Ville la Villa Lardy et son domaine annuellement ? Quels revenus de tiers rapportent-ils, et quelles charges (exploitation, entretien, intérêts, amortissements, etc.) engendrent-ils ?
- 2) La Villa est-elle d'une quelconque utilité à la Ville ? Si oui laquelle ?
- 3) Le Conseil communal sait-il qui sont les héritiers de Mme Thérèse-Marguerite Lardy ? Des contacts sont-ils intervenus jusqu'à aujourd'hui avec eux dans le but de chercher une solution à cette situation insatisfaisante ?
- 4) La solution consistant à trouver un accord avec les héritiers pour se défaire des conditions du legs et pouvoir utiliser de manière plus efficiente la Villa à l'avenir est-elle envisageable selon le Conseil communal ? Pense-t-il suivre cette voie ? Une autre solution est-elle envisageable selon lui ? Si oui, laquelle ? Sinon, quel avenir entrevoit-il pour cette villa ?

Le présent texte tient lieu de développement écrit

18-613 (Réponse écrite du Conseil communal du 28 août 2018)

Interpellation du groupe PLR par Mme Raymonde Richter et consorts, intitulée « Tilo Frey : pour que ce symbole de la présence des femmes dans la vie publique s'ancre dans la durée » (Déposée le 8 août 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 10 septembre 2018) :

Il y a dix ans, le 27 juin 2008, décédait Tilo Frey. Cette femme, née au Cameroun d'un père suisse et d'une mère peule est arrivée dans le canton de Neuchâtel à l'âge de 5 ans. Elle appartenait au parti radical et fut la première femme Neuchâteloise et la première métisse à siéger au Conseil national (1971-1975), quelques semaines après que les femmes ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité au niveau fédéral. Cette pionnière fut également active politiquement au niveau de notre Ville et de notre

Canton. De 1964 à 1974, elle siégea au Conseil général de la Ville de Neuchâtel dont elle accéda à la présidence le 6 juillet 1970. De 1969 à 1973, elle siégea au Grand Conseil neuchâtelois.

Dans une relative indifférence alors, Tilo Frey s'est engagée dans le combat pour l'égalité salariale entre hommes et femmes.

Divers événements ont permis de mettre à nouveau en lumière cette figure importante du canton et de la ville de Neuchâtel, et ont ainsi permis de raviver le souvenir de son parcours et de son investissement. Citons par exemple les Mercredis de l'histoire suisse qui lui ont été consacrés le 8 novembre 2017, de même que la conférence donnée à Genève par l'UPAF.CH* et le CRAN** le 30 juin 2018. On peut citer aussi le projet d'une journée qui sera consacrée en juin 2019 à l'Université de Neuchâtel à l'histoire des femmes neuchâteloises. Par ailleurs, une pétition, dont les premiers signataires sont l'UPAF.CH, le CRAN et l'Observatoire du racisme anti-Noir en Suisse, circule également afin d'encourager les autorités, dont celles de la Ville de Neuchâtel, à entreprendre des actions (telles que lui dédier une rue, une place ou monument ou d'instaurer un prix « Tilo Frey » récompensant les personnes issues de la diversité pour leur remarquable contribution citoyenne, ...).

Les soussignés souhaitent par la présente interpeller le Conseil communal pour lui demander dans quelle mesure des discussions peuvent être menées, soit au niveau communal, soit de concert avec le Canton et/ou la Confédération ainsi qu'avec d'autres acteurs privés et publics, pour marquer non seulement cette date d'anniversaire, mais pour ancrer le souvenir de Tilo Frey dans notre ville, afin que les générations futures se rappellent le rôle pionnier qu'a mené cette femme dans la vie publique.

Cela permettrait de donner un signal fort de reconnaissance, non seulement aux femmes mais aussi aux personnes issues de la migration ou faisant partie d'une minorité visible.

*Université populaire africaine en Suisse

**Carrefour de réflexion et d'action contre racisme anti-Noir

Développement

18-702

Résolution de MM. et Mmes Mauro Moruzzi, Sylvie Hofer-Carbonnier, Cornelia Wettstein-Froidevaux, François Pahud, Jean Dessoulavy et Jules Aubert, intitulée « Le stade de Neuchâtel doit dorénavant s'appeler « Stade de la Maladière – Gilbert Facchinetti » (Déposée le 31 août 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 10 septembre 2018) :

Le 6 juillet dernier, Gilbert Facchinetti nous a quittés.

Figure marquante de notre Ville et de notre Canton, entrepreneur à succès, mais aussi et surtout « Monsieur Xamax » par excellence, Gilbert Facchinetti était une personnalité hors du commun, unanimement appréciée dans la région et bien au-delà, comme l'a encore montré l'écho médiatique qui a suivi son décès.

En hommage à sa contribution exceptionnelle au rayonnement national et international de Neuchâtel, le Conseil général de la Ville de Neuchâtel demande à ce que le stade de la Maladière soit rebaptisé en « Stade de la Maladière – Gilbert Facchinetti ».

Développement

18-504

Postulat du groupe PopVertSol par M. Stéphane Studer et consorts, intitulé « La pollution des eaux de ruissellement « Des eaux pas si claires ! » (Déposé et développé lors de la séance du 10 septembre 2018 et inscrit à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 24 septembre 2018) :

« Le groupe PopVertSol demande au Conseil communal d'étudier et de communiquer au Conseil général l'impact quantitatif et qualitatif de la pollution des eaux de surface collectées mais non traitées, engendrée par le trafic routier et autres sources (places, parkings, toits, etc.) de la ville de Neuchâtel et ses incidences sur la qualité des eaux du lac.

Le cas échéant, le Conseil communal est invité à prendre les mesures nécessaires pour le traitement des eaux de chaussées en particulier et des eaux claires en général dans le respect des lois cantonales et fédérales sur la protection des eaux ».

Développement :

La demande de crédit relative à l'adaptation de la STEP aux traitements des micropolluants et de l'azote qui permettra également le développement de valorisations énergétiques est louable à bien des égards. Cependant le groupe PopVertSol invite le Conseil communal à ne pas se féliciter trop rapidement de sa nouvelle STEP high-tech, mais l'invite plutôt à se pencher sérieusement sur le problème des eaux de chaussées.

En effet, des dizaines de millions vont être dépensés pour les micropolluants, alors qu'une pollution massive provenant des routes est quotidiennement rejetée dans le lac. Je cite ci-après la directive de l'OFROU sur le traitement des eaux de chaussées des routes nationales (ASTRA 18005, édition 2013) :

« Les eaux de chaussée des routes très fréquentées sont chargées de métaux lourds et de substances organiques comme les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). D'autres substances polluantes proviennent de l'usure des freins (cuivre, antimoine, et autres métaux lourds), de l'usure de pneus (zinc, cadmium, HAP, aniline,

etc.), des gaz d'échappement (HAP, suie), de l'usure de la chaussée et des pertes de chargement. La plus grande partie de la pollution des eaux de chaussée se présente sous forme particulaire (matières en suspension – MES). Les substances polluantes susmentionnées sont principalement contenues dans ces particules ».

Si ces particules remontent la chaîne alimentaire comme le font les microplastiques, il est tout à fait possible qu'elles finissent dans nos assiettes.

Selon la même directive :

« La pollution des eaux de chaussée est classée à l'aide de points de pollution. On en déduit que dès que le trafic journalier moyen (TJM) est supérieur à 5'000 véhicules/jour, l'eau de chaussée est polluée (pollution moyenne) et lorsque le TJM est supérieur à 14'000 véhicules/jour l'eau est fortement polluée (pollution élevée). »
Je vous laisse le loisir d'aller voir par vous-mêmes quels sont les axes concernés sur le guichet cartographique neuchâtelois (SITN).

Je suis ravi d'apprendre que la Confédération évalue notre PGEE comme étant bon. Cependant et pour étayer les propos de mon collègue, il est primordial que la mise en place du système séparatif se concrétise et se généralise et qu'en cas de précipitations importantes, les premiers millimètres d'eaux grises chargées en matière et en particules soient traitées jusqu'à ce qu'elles passent en dessous d'une certaine valeur seuil. J'ai pu constater sur des chantiers à Neuchâtel, et ceci à des points bas de la ville, soit en des points des collecteurs que la mise en séparatif n'est pas encore une pratique systématique lors de réfection de canalisation en 2018.

En résumé, le postulat demande aux autorités de faire un état des lieux et de se mettre en conformité vis-à-vis des exigences du DETEC (Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication) sur le traitement des eaux issues des chaussées.

Discussion

18-307

Motion du groupe PopVertSol par Mme Martha Zurita et consorts, intitulée « Ville de Neuchâtel déclarée zone hors-TISA » (Déposée le 10 septembre 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 24 septembre 2018) :

« Le Conseil communal est prié d'étudier les voies et moyens à utiliser afin de déclarer la Ville de Neuchâtel zone hors-TISA (TISA pour Trade in services agreement ; en français « Accord général sur le commerce des services) ».

Développement

Plusieurs collectivités publiques, dont les villes de Genève, Lausanne et Zurich ainsi que Le Locle et La Chaux-de-Fonds, se sont déjà déclarées « zones hors-TISA ».

La motion soumise aujourd'hui demande que la Ville de Neuchâtel suive ces exemples afin de déclarer l'opposition de la Commune à ces accords TISA pour ses conséquences néfastes tant aux niveaux économique, écologique et sociale, que sur la gestion des services publics.

Adopter cette motion c'est aussi déclarer notre opposition à ce que d'autres autorités que les nôtres nous imposent une quelconque obligation de privatiser des services publics en Ville de Neuchâtel.

TISA est l'abréviation de « Trade in services agreement », en français « Accord général sur le commerce des services » (AGCS). Cet accord implique une cinquantaine des pays du monde industrialisé, dont la Suisse, et des pays membres de l'Union Européenne.

Ces pays, qui se définissent comme « The Really Good Friends of Services » (les vrais bons amis des services), sont en train de négocier à huis-clos la déréglementation potentielle de l'ensemble des services publics. Parmi eux : la gestion de l'eau, la santé, la formation, les services sociaux, la poste, la téléinformatique, l'énergie, les assurances sociales. Ce qui nous inquiète le plus c'est que lorsque ces accords seront conclus, il n'y aura pas de possibilités d'un retour en arrière. De plus, les détails des accords ne seront rendus publics que dans les 5 années suivant la signature.

Du point de vue démocratique ceci constituerait une perte de la capacité du peuple à exprimer son avis à travers le vote populaire parce qu'il ne serait pas consulté. Il serait aussi privé du débat public sur ce thème, l'empêchant de connaître les divers aspects des conséquences des accords.

Il faut signaler aussi que ces négociations sont menées en dehors des cadres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De plus, après la signature, comme c'est déjà le cas pour d'autres traités, des multinationales pourront convoquer des Etats comme la Suisse devant des tribunaux arbitraux dans le cas de non-respect des accords.

En Suisse les négociations sur TISA sont menées sous l'égide du Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann avec une certaine opacité. Pour rassurer l'opinion publique, la presse rapportait que l'évolution des négociations faisait l'objet d'une information aux commissions des Affaires étrangères du Conseil national et du Conseil des Etats. Les délibérations de ces commissions étant soumises à une clause de confidentialité, la population n'est pas informée du contenu de ces discussions.

En outre, nous demandons au Conseil communal de condamner le secret qui entoure ces transactions et d'entreprendre des démarches pour obtenir du Conseil fédéral qu'il procède régulièrement à la publication du contenu des négociations entreprises en vue de la conclusion des accords.

Discussion

18-614

Interpellation du groupe PopVertSol par Mme Martha Zurita et consorts, intitulée « Pour une amélioration de la qualité sonore des interventions au Conseil général » (Déposée le 10 septembre 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 24 septembre 2018) :

Malgré les efforts fournis par la plupart des porte-parole des groupes politiques, certains, surtout des femmes, n'arrivent pas à parler assez fort pour se faire entendre par l'ensemble des membres présents lors des séances du Conseil général. Ceci crée un sentiment de frustration et

d'inégalité au niveau de la réception des messages exprimés de vive voix. L'écoute des voix faibles demande une attention plus soutenue de la part de l'auditoire et il est prouvé que les personnes à voix fortes arrivent à mieux imposer leurs idées que les autres. Dans les conditions actuelles, l'objectif d'un échange de points de vue équitable sur les questions politiques n'est donc pas atteint.

L'utilisation d'un microphone permettrait de remédier facilement à cette inégalité entre membres à voix fortes et membres à voix faible. Le coût de l'achat d'un tel microphone baladeur est inférieur à CHF 200.-, ce qui ne représente pas une dépense excessive pour le budget de fonctionnement du Conseil général.

Notre groupe demande donc au Conseil communal d'acquérir un tel dispositif afin de promouvoir l'utilisation du microphone, du moins auprès des personnes souhaitant être mieux entendues.

Le présent texte tient lieu de développement écrit

18-401 (Pour mémoire)

Proposition du groupe PopVertSol par Mme et M. Charlotte Opal, Nicolas de Pury et par Mme Cornelia Froidevaux-Wettstein, MM. Jules Aubert et Philippe Etienne, relative à la « Nouvelle forme d'exploitation des domaines de la Ville de Neuchâtel, viticoles ou agricoles, dont la Ville est propriétaire ou qui d'une manière ou d'une autre dépendent de la Ville de Neuchâtel » (Déposée le 6 avril 2018 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 23 avril 2018).

Renvoi à la Commission spéciale « Domaines agricoles et viticoles Bio » pour étude selon décision du Conseil général du 7 mai 2018.

Neuchâtel, le 11 septembre 2018

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

La présidente,

Le chancelier,

Christine Gaillard

Rémy Voirol